

*Les subsides*

**M. Blenkarn:** Monsieur le Président, le député n'ignore pas que la décision de limiter l'importation de bois d'œuvre, notamment des résineux, relève en dernier ressort du président des États-Unis, si celle-ci est adoptée par la Chambre des représentants et ainsi de suite. Il importe donc que nos ministres s'entretiennent directement avec les législateurs et diverses personnes qui ont intérêt à apaiser autant que possible la menace d'une limitation.

La conférence de Québec a eu pour effet, en somme, de nous donner accès au marché américain, sous réserve des barrières tarifaires mais sans créer des obstacles insurmontables pour notre commerce.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député. Celui-ci voit d'un mauvais œil le contrôle des changes. N'est-il pas vrai qu'au lieu de détruire la confiance dans ce pays que son parti érige maintenant en modèle en matière de politique économique, c'est-à-dire les États-Unis, la taxe pour niveler les taux d'intérêts, qu'un président républicain a mise en vigueur au début des années 1970, a plutôt eu pour effet de protéger la devise américaine alors qu'elle subissait des pressions?

**M. Blenkarn:** Monsieur le Président, le député devrait savoir que cet impôt a immédiatement été aboli parce qu'il ne donnait rien de bon. Il n'y a pas d'espoir que pareille ingérence sur le marché porte fruit. En outre, étant donné l'étendue de notre frontière et la proportion considérable de notre produit national brut qui est directement attribuable à notre commerce extérieur et, qui plus est, à nos échanges avec les États-Unis, toute tentative de notre part pour contrôler et limiter le moindre échange commercial se faisant entre le Canada et les États-Unis aurait immédiatement des conséquences désastreuses sur nos marchés, notamment la mise à pied immédiate de centaines de milliers de chômeurs au Canada. Pour faire appliquer le contrôle des changes, nous aurions besoin d'une armée de policiers, à tel point que tous les prestataires de l'assurance-chômage devraient revêtir l'uniforme.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, est-ce que cela s'est produit aux États-Unis? Y a-t-il eu des problèmes d'application ou n'y avait-il pas plutôt un système très simple selon lequel les institutions financières rendaient des comptes au gouvernement? N'a-t-on pas constaté aux États-Unis que c'était très facile d'appliquer une taxe d'uniformisation des taux d'intérêt? Est-ce que cela ne serait pas aussi facile au Canada puisque nous avons un système bancaire hautement concentré que nous pourrions très facilement charger d'appliquer les mesures de contrôle nécessaires?

**M. Blenkarn:** Monsieur le Président, je ne pense pas que l'impôt de nivellement aux États-Unis ait pu contrôler les mouvements des devises étrangères et permettre au gouvernement de ne pas tenir compte des fluctuations du marché. C'est peut-être ce qu'on souhaitait au départ, mais les conditions du marché n'ont pas vraiment changé pour autant. Si le député propose que nous exercions un certain contrôle sur les devises étrangères pour empêcher nos taux d'intérêt de subir l'influence des taux aux États-Unis ou ailleurs, à titre d'économiste, il doit savoir que cela causerait rapidement un énorme

problème, vu le nombre de transactions transfrontalières faites par les Canadiens qui ont des comptes importants aux États-Unis et les Américains qui ont des comptes importants au Canada.

[Français]

**Le président suppléant (M. Paproski):** La période de temps réservée aux questions et commentaires est terminée. L'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est (M. Allmand) a la parole.

[Traduction]

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est):** Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à signaler que nous appuyons l'amendement que le NPD a proposé il y a quelques instants afin d'ajouter les minorités visibles et les handicapés à la liste de ceux qui sont victimes de l'inaction du gouvernement conservateur.

Jeudi dernier marquait le 18<sup>e</sup> anniversaire de la Journée des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale. Le ministre d'État chargé du Multiculturalisme (M. Murta) a fait une déclaration à cette occasion. Nous y avons répondu. A ce moment-là, nous avons parlé de bon nombre des questions qui ont été mentionnées il y a quelques instants et nous avons fait état de la grave discrimination dont souffrent les minorités visibles et les handicapés, non seulement dans le domaine de l'emploi, mais dans bien d'autres secteurs. Nous appuyons de tout cœur cet amendement.

Quant à la motion à l'étude aujourd'hui, monsieur le Président, je l'appuie pleinement et je répète qu'en retardant la présentation du budget, le gouvernement a aussi retardé la prise de mesures précises pour aider les chômeurs. Ce retard a en outre causé beaucoup d'incertitude économique chez les entreprises qui auraient sinon investi dans de nouveaux emplois ou élaboré des projets pour acquérir de nouvelles installations, du matériel, et ainsi de suite. On ne peut pas comparer les élections de 1980 et celles de l'automne dernier. En 1980, les électeurs avaient simplement voté pour un gouvernement qui était au pouvoir un an plus tôt. C'était le même gouvernement. Il avait déjà présenté des budgets avant 1980 et il poursuivait dans la même voie qu'auparavant. Nous avons maintenant un nouveau gouvernement qui est au pouvoir depuis près de huit mois. Il n'a pas encore présenté de budget. Il a annoncé quelques lignes de conduite, mais celles-ci n'ont pas été faites en même temps et nous n'avons donc pas une idée d'ensemble de la politique économique du gouvernement.

Ces retards nuisent sérieusement aux chômeurs et influent sur les mesures que le gouvernement pourrait prendre pour les remettre au travail. D'autre part, les compressions budgétaires n'ont pas tardé. Elles ont été annoncées relativement peu de temps après les élections du 4 septembre. En novembre dernier, le ministre des Finances (M. Wilson) et le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) ont annoncé toute une série de compressions budgétaires qui ont non seulement nui à certains programmes gouvernementaux, mais qui ont aussi mis bien des gens au chômage.